

**Proposition de création du centre de
coordination régional de la région
d'exploitation du réseau Europe du Sud-
Ouest conformément à l'article 35 du
règlement (UE) 2019/943 du Parlement
européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur
le marché intérieur de l'électricité**

Juin 2022

Table des matières

Table des matières	2
Considérant ce qui suit.....	3
Article 1 Objet et champ d'application	5
Article 2 Définitions et interprétation.....	5
Article 3 Formes juridiques et sièges des CCR	5
Article 4 Gestionnaires de réseau de transport participants.....	6
Article 5 Modalités organisationnelles et d'exploitation	6
Article 6 Modalités financières	7
Article 7 Plan de mise en œuvre.....	8
Article 8 Statuts	8
Article 9 Règlement intérieur	9
Article 10 Modalités de travail	9
Article 11 Processus de révision des modalités de travail.....	11
Article 12 Partage des analyses et consultation des propositions quotidiennes des CCR	11
Article 13 Procédure d'adoption et de réexamen des actions coordonnées et des recommandations...	12
Article 14 Responsabilité	12
Article 15 Roulement paneuropéen pour le processus de MRC.....	14
Article 16 Roulement paneuropéen pour la CPI.....	14
Article 17 Roulement paneuropéen pour l'ACT	14
Article 18 Langue	15
Annexe.....	16

Considérant ce qui suit

- (1) Conformément à l'article 36, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil sur le marché intérieur de l'électricité (ci-après dénommé « règlement 2019/943 »), l'ENTSO-E doit élaborer une proposition définissant les régions d'exploitation du réseau (ci-après dénommés « RER ») et la soumettre à l'ACER pour approbation.
- (2) L'ACER a rendu le 6 avril 2020 sa première décision relative à la définition des RER (décision n° 10/2020), établissant 5 RER et incluant la région de calcul de capacité (ci-après dénommées « RCC ») Sud-Ouest dans la RER Europe Centrale (ci-après dénommé « RER Centrale ») englobant également les RCC Core et Italie Nord.
- (3) À la suite d'un recours de l'ENTSO-E, l'ACER a rendu la décision no 08/2021 du 29 juin 2021 sur la définition des RER qui incluait toujours la RCC Sud-Ouest dans la RER Centrale.
- (4) À la suite d'un nouveau recours de l'ENTSO-E, l'ACER a retiré la décision n° 08/2021 et a rendu la décision n° 05/2022 du 7 avril 2022 relative à la définition des RER (ci-après dénommée « nouvelle décision sur les RER ») créant une nouvelle RER Sud-Ouest englobant la RCC Sud-Ouest.
- (5) Le présent document (ci-après dénommée « Proposition de CCR Sud-Ouest ») vise à établir les centres de coordination régionaux (ci-après dénommés « CCR de la RER Sud-Ouest ») conformément à l'article 35 du Règlement 2019/943.
- (6) La Proposition de CCR Sud-Ouest tient compte des principes généraux et des objectifs fixés dans le règlement 2019/943 ainsi que dans :
 - a. la Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (ci-après dénommée « Directive 2019/944 ») ; et
 - b. l'ensemble des codes de réseau et lignes directrices applicables visés dans le règlement 2019/943, adoptés sur la base de l'article 18, paragraphe 5, du règlement (CE) 714/2009, tels que le règlement (UE) 2017/1485 du 2 août 2017 établissant une ligne directrice sur la gestion du réseau de transport de l'électricité (ci-après dénommé le « règlement SO »), le règlement (UE) 2015/1222 de la Commission du 24 juillet 2015 établissant une ligne directrice relative à l'allocation de la capacité et à la gestion de la congestion (ci-après dénommé le « règlement CACM »), le règlement (CE) 2016/1719 de la Commission du 26 septembre 2016 établissant une ligne directrice relative à l'allocation de capacité à terme (ci-après dénommé le « règlement FCA »), le règlement (UE) 2017/2196 de la Commission du 24 novembre 2017 établissant un code de réseau sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique (ci-après dénommé « règlement ER ») et le règlement (UE) 2017/2195 de la Commission du 23 novembre 2017 concernant une ligne directrice sur l'équilibrage du système électrique (ci-après dénommé « règlement EB »), chacun tel que modifié par le règlement d'exécution (UE) 2021/280 du 22 février 2021 modifiant les règlements (UE) 2015/1222, (UE) 2016/1719, (UE) 2017/2195 et (UE) 2017/1485 afin de les harmoniser avec le règlement (UE) 2019/943.
- (7) Conformément au considérant (53) du règlement 2019/943, la Proposition de CCR Sud-Ouest tient compte des initiatives de coordination régionale existantes telles que le Coordinateur de sécurité régional (ci-après dénommé « CSR ») et les Responsables du calcul coordonné de la capacité opérant dans la Région pour le calcul de la capacité Europe du Sud-Ouest (ci-après dénommées « RCC Sud-Ouest »).
- (8) La Proposition de CCR Sud-Ouest précise l'État membre dans lequel le siège du CCR Sud-Ouest est envisagé à l'article 3 et définit les GRT participants à l'article 4.

- (9) La Proposition de CCR Sud-Ouest décrit les modalités organisationnelles et financières communes du CCR Sud-Ouest à l'article 5 et à l'article 6.
- (10) Un plan de mise en œuvre pour permettre au CCR Sud-Ouest de fournir les tâches énumérées à l'article 37 du règlement 2019/943 aux GRT de la RER Sud-Ouest est élaboré à l'article 7.
- (11) Les exigences applicables concernant les statuts du CCR Sud-Ouest sont décrites à l'article 8. Les exigences applicables concernant le règlement intérieur des CCR sont décrites à l'article 9.
- (12) Conformément aux dispositions de l'article 38 du règlement 2019/943, la Proposition de CCR Sud-Ouest clarifie les processus coopératifs dont le CCR Sud-Ouest doit tenir compte lors de l'élaboration des modalités de travail pour les tâches énumérées à l'article 37 du même règlement, conformément au cadre juridique applicable (comme les méthodologies de mise en œuvre des règlements SO, CACM et FCA), y compris les procédures applicables pour le partage des analyses et de consultation avec les gestionnaires de réseau de transport de la région d'exploitation du réseau et, le cas échéant, avec les gestionnaires de réseau de transport recevant les tâches des CCR Europe Sud-Ouest et les parties prenantes compétentes, et avec d'autres centres de coordination régionaux, conformément aux articles 10 à 12 du présent document, ainsi qu'une procédure pour l'adoption d'actions coordonnées et de recommandations, conformément à l'article 42 du règlement 2019/943, conformément à l'article 13.
- (13) La base des responsabilités du CCR Sud-Ouest est détaillée à l'article 14.
- (14) Si le CCR établi dans la RER Sud-Ouest est établi dans une ou plusieurs autres RER, les GRT de la RER Sud-Ouest doivent se coordonner avec les GRT de la ou des autres RER concernées pour s'assurer que la Proposition de CCR Sud-Ouest est conforme aux Propositions de CCR des autres RER concernées conformément à l'article 35 du règlement 2019/943.
- (15) Conformément à l'article 35, paragraphe 2, du règlement 2019/943, une fois que la Proposition de CCR Sud-Ouest est approuvée par les autorités de régulation de la RER Sud-Ouest, le CCR Sud-Ouest remplace le CSR établi conformément au règlement SO le 1er juillet 2022 au plus tard.

Article 1 Objet et champ d'application

1. La présente Proposition de CCR Sud-Ouest vise à établir le CSR existant Coreso comme CCR pour la RER Sud-Ouest à partir du 1er juillet 2022.

Article 2 Définitions et interprétation

1. Aux fins de la Proposition de CCR Sud-Ouest, les termes utilisés ont la même signification que les définitions de l'article 2 du règlement 2019/943, de l'article 2 de la Directive 2019/944, de l'article 3 du règlement SO et de l'article 2 du règlement CACM, ainsi que dans tout texte législatif applicable.
2. Les acronymes et abréviations suivants sont utilisés dans le présent document :
 - i) REE signifie Red Eléctrica de España S.A.U ;
 - ii) REN signifie Rede Eléctrica Nacional, S.A. ;
 - iii) RTE signifie Réseau de Transport d'Electricité ;
 - iv) RCC signifie Région de Calcul de Capacité définies conformément à l'article 15 du règlement CACM ;
 - v) MRC signifie modèle de réseau commun défini conformément aux articles 67 et 70 du règlement SO ;
 - vi) RCI signifie Région de Coordination des Indisponibilités ;
 - vii) CPI signifie le processus de Coordination de la Planification des Indisponibilités conformément au Titre 3 du règlement SO ;
 - viii) Règlement 2019/941 signifie règlement (UE) 2019/941 du Parlement et du Conseil du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE ;
 - ix) CS signifie Contrat de Service ;
 - x) RER signifie Région d'Exploitation du Réseau définie conformément à l'article 36 du règlement 2019/943 ;
 - xi) ACT signifie le processus d'Adéquation à Court-Terme mise œuvre conformément à l'article 81 du règlement SO et à l'article 5 du règlement 2019/941.
3. Dans le présent document, sauf indication contraire du contexte:
 - a) le singulier indique le pluriel et vice versa ;
 - b) la table des matières et les titres sont insérés pour des raisons de commodité uniquement et n'affectent pas l'interprétation de ce document ;
 - c) les références à un «article» sont, sauf indication contraire, des références à un article du présent document ;
 - d) les références à un «paragraphe» sont, sauf indication contraire, des références à un paragraphe inclus dans le même article du présent document où il est mentionné ; et
 - e) toute référence à une législation, un règlement, une directive, un arrêté, un instrument, un code ou tout autre texte comprendra toute modification, extension ou reconstitution de celui-ci alors en vigueur.

Article 3 Formes juridiques et sièges des CCR

1. En application de l'article 35, paragraphe 1, sous a), du règlement 2019/943, tous les GRT de la RER Sud-Ouest doivent établir Coreso en tant que CCR de la RER Sud-Ouest en maintenant son siège actuel en Belgique.

2. La forme juridique de Coreso est une naamloze vennootschap/société anonyme de droit belge ; son siège social est situé à Bruxelles, Belgique. La forme juridique de Coreso est conforme à l'article 35, paragraphe 3, du règlement 2019/943 (et à l'Annexe II de la Directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant certains aspects du droit des sociétés, qui énumère les formes de sociétés admises en vertu de l'article 35, paragraphe 3, du règlement 2019/943).
3. En tant que société privée établie dans un État membre de l'UE, le CCR Sud-Ouest détermine la composition de son actionnariat de manière autonome, en tenant compte de toute législation européenne et nationale applicable.

Article 4 Gestionnaires de réseau de transport participants

1. Les GRT de la RER Sud-Ouest participants à Coreso sont :
 - a) REE ;
 - b) REN ; et
 - c) RTE.
2. Tous les GRT participants doivent participer aux CCR de la RER Sud-Ouest en tant qu'actionnaires.
3. Si le CCR de la RER Sud-Ouest est établi en tant que CCR dans une autre RER, les conditions de la participation des GRT de cette RER dans ce CCR sont définies dans la Proposition de CCR de la RER concernée.

Article 5 Modalités organisationnelles et d'exploitation

1. Les dispositions organisationnelles du CCR de la RER Sud-Ouest sont définies conformément au droit des sociétés applicable dans le lieu où le CCR est établi à partir du cadre de travail déjà établis du CSR existant et en tenant compte des exigences suivantes :
 - a) Le CCR possède toutes les ressources humaines, techniques, matérielles et financières nécessaires à l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu du règlement 2019/943 et à l'accomplissement de leurs tâches de manière indépendante et impartiale.
 - b) Le CCR doit être disponible pour fonctionner à toutes les échéances, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, afin d'exécuter les tâches au sein de et entre les RCC ou la RER désignées.
 - c) Le CCR dispose d'un environnement informatique de secours capable de faire face à toute défaillance survenant pendant l'exécution de la tâche, comme le prévoit le cadre contractuel.
 - d) Tous les échanges oraux et écrits entre les CCR se font en anglais.
2. Le CCR Sud-Ouest détermine son organisation conformément à l'article 43, paragraphe 3, du règlement 2019/943 afin de remplir ses obligations d'impartialité et d'indépendance énoncées à l'article 45 du règlement 2019/943. Le CCR Sud-Ouest doit agir de manière non discriminatoire et assurer le même traitement pour toutes les parties contractantes qui reçoivent des tâches du CCR.
3. Le CCR Sud-Ouest doit respecter les dispositions suivantes en matière de ressources :
 - a) Recrutement : le CCR peut embaucher directement du personnel ou recevoir du personnel des GRT sur la base d'un détachement contractuel qui affecte le personnel des GRT au CCR pour une période définie afin d'assurer un échange efficace de savoir-faire et d'expérience.
 - b) Organisation : le CCR organise généralement ses ressources dans les principaux services suivants :
 - les services d'entreprise, qui se composent d'experts en finances, ressources humaines, droit et conformité ;
 - le service développement qui se compose d'ingénieurs chargés de développer les tâches à mettre en œuvre par le CCR conformément au processus coopératif de l'article 35, paragraphe 1, sous e), du règlement 2019/943 ;

- le service opérations qui se compose d'opérateurs responsables de la mise en œuvre et de l'exécution des tâches développées conformément à l'article 35, paragraphe 1, sous e), du règlement 2019/943 concernant le processus coopératif. Le service Opérations fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ; et
- le Service des technologies de l'information qui est composé d'experts informatiques soutenant le développement et la mise en œuvre des tâches, ainsi que l'exploitation des plateformes informatiques.

Les services susmentionnés sont des exemples. Cette organisation peut évoluer en matière de nom, objectif, nombre, structure et experts.

4. La formation et la certification du personnel travaillant pour les CCR est effectuée conformément à la méthodologie relative à la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous g), du règlement 2019/943.

Article 6 Modalités financières

1. Les dispositions financières du CCR de la RER Sud-Ouest sont définies conformément au droit des sociétés applicable dans le lieu où le RCC est établi, à partir du cadre de travail déjà établi du RSC existant.
2. Les critères généraux suivant s'appliquent :
 - a) Pour les dépenses d'exploitation :
 - i) Des frais de service sont calculés chaque année par tâche particulière exécutée par le CCR Sud-Ouest conformément à l'article 15 selon des clés de partage contractuelles prédéfinies dans les contrats de service pertinents. Ces frais sont payés par chaque GRT Sud-Ouest ou par d'autres parties prenantes, telles que l'ENTSO-E, auxquels cette tâche est rendue, afin de couvrir les coûts de fourniture de cette tâche (y compris les autres dépenses d'exploitation) et, le cas échéant, de développement ultérieur de la tâche.
 - ii) Pour que le CCR puisse assumer sa responsabilité de coordination et pour assurer le fonctionnement général du CCR, les GRT participants à Coreso peuvent convenir, avec les autres actionnaires de Coreso, de verser au CCR une redevance annuelle couvrant notamment les coûts de développement des tâches et les éventuels coûts d'exploitation restants. Cette redevance est convenue annuellement par les actionnaires pour l'année suivante et révisée à la fin de l'année.
 - iii) Les frais et redevances indiqués aux sous i) et ii) comprennent une marge commerciale telle que requise par la loi.
 - b) En ce qui concerne les investissements dans les outils et équipements nécessaires, les GRT participants à Coreso doivent convenir, avec les autres actionnaires de Coreso, de la manière dont les déficits financiers sont couverts afin de maintenir les moyens de l'entreprise. Pour cette situation spécifique, après approbation par l'organe compétent conformément aux statuts de l'entité, le CCR peut par exemple demander un prêt à une banque commerciale ou demander aux actionnaires d'augmenter son capital ou de souscrire un prêt. Cela doit permettre au CCR d'exercer ses activités générales et d'investir dans les outils nécessaires à la réalisation de ces tâches, conformément au considérant (58) du règlement 2019/943.
3. Les méthodes de contrôle financier et les règles d'établissement de rapports doivent être conformes à l'article 46 du règlement 2019/943, aux exigences juridiques nationales et aux pratiques en vigueur.

Article 7 Plan de mise en œuvre

1. La responsabilité et l'exploitation des services déjà assurés par le CSR de la RCC Sud-Ouest seront transférées au CCR Sud-Ouest dès que le CCR sera opérationnel et au plus tard le 1^{er} juillet 2022.
2. Les tâches visées à l'article 37, paragraphe 1, sous a) à f), du règlement 2019/943 sont mises en œuvre conformément au règlement CACM, au règlement SO et au règlement ER, y compris les méthodologies paneuropéennes et de RCC associées adoptées sur leur base et conformément aux dispositions des articles 10 à 13. Les tâches sont exécutées soit au niveau de la RCC, soit au niveau paneuropéen. Le CCR de la RER Sud-Ouest soutient les GRT et, le cas échéant, l'ENTSO-E dans le développement des solutions commerciales pour les outils informatiques nécessaires.
3. La mise en œuvre des tâches par le CCR Sud-Ouest conformément à l'article 37, paragraphe 1, sous g) à p), du règlement 2019/943 est assurée conformément aux exigences des articles 10 à 13, en prenant en compte les éléments suivants :
 - a) Les tâches visées à l'article 37, paragraphe 1, sous g, h, i, j, k, l, o et p, du règlement 2019/943, le cas échéant et lorsque cela est demandé par les GRT de la RER Sud-Ouest, doivent être mises en œuvre conformément aux méthodologies concernant ces tâches telles que visées aux articles 26, paragraphe 11 et 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
 - b) Les tâches visées à l'article 37, paragraphe 1, sous m) et n) ne sont pas déléguées aux CCR par l'ENTSO-E.

Article 8 Statuts

1. Les statuts du CCR de la RER Sud-Ouest sont établis par l'assemblée générale des actionnaires convoquée conformément à la loi applicable.
2. Les statuts de Coreso annexés à la Proposition de CCR Sud-Ouest ont été adoptés par l'assemblée générale des actionnaires conformément aux lois belges et européennes applicables (inclus dans l'annexe I).
3. Les statuts de Coreso répondent déjà aux exigences du règlement 2019/943 :
 - a) Les statuts de Coreso établissent une personne morale qui est appelée « Conseil d'administration » selon la loi belge applicable. Il s'agit de l'équivalent du conseil d'administration visé à l'article 43, paragraphe 1, du règlement 2019/943.
 - b) Selon ses statuts, Coreso est gérée par le conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.
 - c) Selon les statuts, le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception des pouvoirs réservés à l'assemblée générale par la loi. Ce sous est donc conforme à l'article 43, paragraphe 3, du règlement 2019/943. Il convient toutefois de noter que, selon les dispositions d'ordre public en droit belge, le pouvoir de rédiger et d'approuver les statuts est réservé à l'assemblée générale des actionnaires.
 - d) Selon ses statuts, la gestion journalière de Coreso est déléguée à un président-directeur général (PDG) et, le cas échéant, à un Directeur de l'Exploitation qui disposent tous deux de larges pouvoirs de gestion journalière et du pouvoir d'agir seuls et de représenter la société individuellement, dans les limites de la gestion journalière. Ceci est donc pleinement conforme à l'article 43, paragraphe 4, du règlement 2019/943.
4. Une fois mis en place par l'assemblée générale des actionnaires, toute modification des statuts de Coreso est soumise aux autorités de régulation de la RER Sud-Ouest pour approbation conformément à l'article 35, paragraphe 1, sous d), du règlement 2019/943, comme un amendement

à leur Proposition de création de CCR. Pour éviter une charge administrative inutile, les modifications non essentielles doivent être collectées et regroupées sur une période d'au moins un an, puis soumises conjointement pour approbation aux autorités de régulation.

Article 9 Règlement intérieur

1. Le règlement intérieur du CCR de la RER Sud-Ouest est établi par leurs actionnaires respectifs.
2. Les principes du règlement intérieur de Coreso sont inclus dans les statuts de Coreso; les règles actuelles satisfont aux exigences du règlement 2019/943.
3. Les dispositions de l'article 8, paragraphe 4, s'appliquent à toute modification du règlement intérieur mis en place par les actionnaires concernés.

Article 10 Modalités de travail

1. Les modalités de travail sont un accord entre le CCR de la RER Sud-Ouest et un ou des GRT Sud-Ouest ou entre le CCR de la RER Sud-Ouest et des CCR établis dans d'autres RER, qui fait référence aux tâches réalisées par le CCR conformément au règlement 2019/943.
2. Lorsqu'il élabore des modalités de travail pour traiter les aspects de planification et d'exploitation au sein des CCR et entre ceux-ci, conformément à l'article 38, sous a), et à l'article 39 du règlement 2019/943, le CCR de la RER Sud-Ouest respecte les orientations suivantes concernant les tâches énumérées à l'article 37 du règlement 2019/943 :
 - a) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous a), le CCR de la RER Sud-Ouest se réfère à la méthodologie pour le calcul de la capacité journalière et infrajournalière conformément aux articles 20 et 21 du règlement CACM développée pour la RCC Sud-Ouest.
 - b) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous b), le CCR Sud-Ouest se réfère à :
 - la méthodologie pour la coordination des analyses de la sécurité d'exploitation conformément à l'article 75 du règlement SO ; et
 - chaque méthodologie pour la coordination régionale de la sécurité d'exploitation conformément à l'article 76 du règlement SO développée pour la RCC Sud-Ouest.
 - c) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous c), le CCR Sud-Ouest se réfère à :
 - la méthodologie relative au modèle de réseau commun conformément à l'article 17 du règlement CACM ;
 - la méthodologie relative au modèle de réseau commun conformément à l'article 18 du règlement FCA ;
 - la méthodologie relative au modèle de réseau commun, conformément aux articles 67, paragraphe 1, et 70, paragraphe 1, du règlement SO ; et
 - tout document (méthodologie relative au modèle de réseau commun) qui annule et remplace une ou plusieurs des trois versions des méthodologies relatives au modèle de réseau commun susmentionnées.
 - d) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous d), le CCR Sud-Ouest se réfère à l'évaluation de la cohérence des plans de défense du réseau pertinents et des plans de reconstitution conformément à l'article 6 du règlement ER.
 - e) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous e), le CCR Sud-Ouest se réfère à :
 - la méthodologie d'évaluation de l'adéquation à court terme et saisonnière, conformément à l'article 8 du règlement 2019/94 ; et

- tout cadre contractuel (par exemple, les CS) couvrant le fonctionnement des outils mis en œuvre pour la tâche.
- f) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous f), le CCR Sud-Ouest fait référence à :
- la méthodologie d'évaluation de la pertinence des actifs pour la coordination des indisponibilités conformément à l'article 84 du règlement SO ; et
 - tout cadre contractuel (par exemple, les CS) couvrant le fonctionnement des outils mis en œuvre pour la tâche.
- g) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous g), le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
- h) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous h), si la tâche est demandée par les GRT de la RER Sud-Ouest, le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
- i) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous i), le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
- j) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous j), le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
- k) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous k), si la tâche est mise en œuvre conformément à l'accord régional sur l'acquisition de capacité d'équilibrage par les GRT de la RER Sud-Ouest, le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
- l) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous l), si la tâche est demandée par les GRT de la RER Sud-Ouest, le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943 et aux méthodologies existantes pertinentes, le cas échéant.
- m) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous m), le CCR Sud-Ouest élabore des modalités de travail en cas de participation à la tâche exécutée par l'ENTSO-E conformément à la méthodologie établie en application de l'article 6, paragraphe 1, du règlement 2019/941.
- n) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous n), le CCR Sud-Ouest élabore des modalités de travail en cas d'implication dans la tâche exécutée par l'ENTSO-E conformément à la méthodologie établie en application de l'article 9, paragraphe 2 du règlement 2019 / 941.
- o) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous o), le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie de calcul de la capacité d'entrée maximale pour la participation transfrontalière conformément à l'article 26, paragraphe 11, du règlement 2019/943.
- p) Pour la tâche mentionnée à l'article 37, paragraphe 1, sous p), le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
- q) Pour toutes les tâches, le CCR Sud-Ouest se réfère à tout cadre contractuel pertinent existant et futur (par exemple CS) établi pour la RCC Sud-Ouest et à toute proposition qui sera développée par ENTSO-E conformément à l'article 37, paragraphe 5, du règlement 2019/943.
3. En outre, conformément à l'Annexe I de la décision sur les RER, le CCR Sud-Ouest se réfère à la méthodologie pour le calcul de la capacité aux échéances de long terme, conformément à l'article 10 du règlement FCA développée pour la RCC Sud-Ouest
4. Le CCR Sud-Ouest veille à ce que les modalités de travail contiennent des règles de notification aux parties concernées conformément à l'article 12.

Article 11 Processus de révision des modalités de travail

1. Pour chaque tâche mentionnée à l'article 10, lors de la révision des modalités de travail respectives, le CCR Sud-Ouest effectuant cette tâche suit le processus suivant :
 - a) Le CCR Sud-Ouest soumet une proposition aux GRT de la RER Sud-Ouest et, le cas échéant, aux autres GRT recevant des services du CCR Sud-Ouest quand ce dernier est aussi le CCR établi dans leur RER, et aux CCR établis dans d'autres RER. Le CCR Sud-Ouest partage avec les parties susmentionnées la justification de leur proposition.
 - b) La proposition comprend un calendrier de mise en œuvre.
 - c) Dans un délai de 3 mois, les partis définis au paragraphe 1, sous a) approuvent, s'opposent ou déposent un amendement à la proposition par écrit. Lorsqu'une objection est soulevée, une réponse explicative exposant les raisons de l'objection doit être fournie. À la demande d'un GRT participant, le conseil d'administration du CCR Sud-Ouest peut prolonger le délai.
 - d) Le CCR Sud-Ouest tient compte des réponses de toutes les parties, comme indiqué au paragraphe 1, sous a), et élabore une proposition qui sera approuvée par le conseil d'administration.

Article 12 Partage des analyses et consultation des propositions quotidiennes des CCR

1. Dans le cadre de ses missions opérationnelles quotidiennes, le CCR Sud-Ouest doit partager l'analyse et consulter les propositions :
 - a) avec les GRT de la RER Sud-Ouest conformément aux méthodologies énumérées à l'article 10 et conformément aux exigences de l'article 13 ; et
 - b) avec les CCR établis dans la RER centrale ou avec les GRT de la RER centrale, ou avec les autres GRT recevant les services des CCR de la RER centrale
 - le cas échéant, conformément à l'article 4, paragraphes 4, de l'Annexe I de la décision sur les RER ;
 - conformément aux modalités des méthodologies interrégionales applicables, telles qu'elles sont énumérées à l'article 10 ;
 - conformément aux procédures et CS applicables entre les GRT et avec les CCR.
2. Les GRT de la RER Sud-Ouest et le CCR Sud-Ouest doivent établir une interaction avec les parties prenantes pertinentes sur les questions relatives à leur coordination quotidienne conformément aux exigences décrites dans le règlement SO, le règlement CACM, le règlement FCA et le règlement ER, ou d'autres méthodologies applicables énumérées à l'article 10. Tout problème ou question pouvant survenir dans le cadre de la coordination quotidienne est inclus dans le rapport à préparer conformément à l'article 46, paragraphe 4, du règlement 2019/943.
3. Le cas échéant, une consultation des CCR établis dans d'autres RER ou avec les GRT d'autres RER doit précéder l'adoption définitive des actions coordonnées ou des recommandations résultant du processus décrit à l'article 13.
4. Lorsqu'il consulte les CCR établis dans d'autres RER dans le cadre des processus quotidiens, le CCR Sud-Ouest doit trouver des solutions qui :
 - a) n'enfreignent pas les limites de sécurité d'exploitation ;
 - b) rétablissent les limites de sécurité d'exploitation, le cas échéant ; et
 - c) minimisent les coûts.

Article 13 Procédure d'adoption et de réexamen des actions coordonnées et des recommandations

1. La procédure d'adoption et de réexamen des actions coordonnées et des recommandations relatives aux tâches visées à l'article 37, paragraphe 1, du règlement 2019/943 exécutée par le CCR Sud-Ouest est élaborée conformément aux méthodologies existantes respectives énumérées à l'article 10 et à l'article 42 du règlement 2019/943.
2. Pour les tâches visées à l'article 37, paragraphe 1, sous a) et b), du règlement 2019/943, pour la RCC Sud-Ouest, avant que le CCR Sud-Ouest n'émette des actions coordonnées, tous les GRT de la RCC Sud-Ouest confirment, le cas échéant, que les actions coordonnées proposées par le CCR sont sûres, fiables et efficaces, conformément :
 - a) à l'article 35, paragraphe 5 et à l'article 42, paragraphe 2, du règlement 2019/943 ;
 - b) à l'article 26 du règlement CACM ;
 - c) à l'article 17 de la méthodologie pour la coordination des analyses de la sécurité d'exploitation élaborée conformément à l'article 75 du règlement SO ;
 - d) à la méthodologie de calcul de la capacité développée par la RCC Sud-Ouest conformément aux articles 20 et 21 du règlement CACM ;
 - e) la méthodologie pour la coordination régionale de la sécurité d'exploitation développée pour la RCC Sud-Ouest conformément à l'article 76 du règlement SO ; et
 - f) aux dispositions de l'Accord Opérationnel de Zone Synchrone pour le groupe régional Europe continentale.
3. Avant que le CCR Sud-Ouest n'émette des actions coordonnées pour une ou plusieurs tâches visées à l'article 37, paragraphe 1, sous c) à p) du règlement 2019/943, lorsqu'il en a reçu la compétence conformément à l'article 42, paragraphe 6, du règlement 2019/943, tous les GRT concernés confirment que les actions coordonnées proposées par le CCR sont sûres, fiables et efficaces conformément à l'article 35, paragraphe 5, et à l'article 42, paragraphe 2, du règlement 2019/943.
4. Aucune action coordonnée non confirmée par le ou les GRT concerné(s), conformément à la méthodologie pertinente, n'est émise par le CCR Sud-Ouest.
5. Lorsqu'un ou plusieurs GRT déclenche(nt) un réexamen des actions coordonnées ou des recommandations pour toute tâche effectuée par le CCR Sud-Ouest, ils en expliquent la raison au CCR Sud-Ouest et aux GRT concernés par cette action coordonnée ou cette recommandation, conformément à la méthodologie pertinente, et, le cas échéant, fournissent des données actualisées au CCR Sud-Ouest.
6. Chaque GRT de la RER Sud-Ouest déclenche un réexamen des actions coordonnées pour toute tâche effectuée par le CCR Sud-Ouest si les actions coordonnées deviennent indisponibles. Dans ce cas, le CCR Sud-Ouest modifie immédiatement les actions coordonnées afin d'exclure les actions coordonnées devenues indisponibles.
7. Pour toute tâche effectuée par le CCR Sud-Ouest, tous les GRT de la RER Sud-Ouest et le CCR Sud-Ouest veillent à ce que toutes les informations pertinentes soient partagées avec les GRT concernés par cette action coordonnée ou cette recommandation et le CCR Sud-Ouest.

Article 14 Responsabilité

1. Tous les GRT qui reçoivent des services du CCR Sud-Ouest pour les tâches énumérées à l'article 37 du règlement 2019/943 doivent conclure un CS avec le CCR Sud-Ouest. Le CCR Sud-Ouest peut conclure un CS similaire avec les autres GRT recevant des services du CCR. Les CS

fournissent des détails sur la responsabilité du CCR envers les GRT et en ce qui concerne les réclamations de tiers, mais uniquement dans la mesure où cela affecte les GRT et les tiers.

2. L'exécution des tâches est axée sur la relation entre le CCR Sud-Ouest et les GRT recevant leurs services. Les tiers ne sont pas les destinataires directs des dispositions de l'article 37, paragraphe 1. Néanmoins, l'exécution des tâches du CCR peut entraîner une responsabilité délictuelle du CCR Sud-Ouest envers des tiers.
3. La responsabilité du CCR Sud-Ouest envers les GRT est régie par des dispositions contractuelles incluses dans les CS spécifiques applicables. Le CCR Sud-Ouest peut être tenu responsable de l'exécution des tâches énumérées à l'article 37, paragraphe 1, du règlement 2019/943 envers les GRT :
 - a) en cas de mauvaise exécution ou de non-exécution [toutes deux étant évaluées par rapport à la méthodologie respective] de ces tâches par un CCR ; et
 - b) lorsque ladite mauvaise exécution ou non-exécution par le CCR entraîne des dommages pour un GRT.
4. Le droit applicable pour tout recours en responsabilité des GRT recevant des services de la part du CCR Sud-Ouest envers le CCR Sud-Ouest est le droit national applicable, tel que déterminé par le CS pertinent. En ce qui concerne la responsabilité, il n'est pas nécessaire de distinguer si le GRT demandant des dommages-intérêts à l'encontre du CCR Sud-Ouest est bel et bien un actionnaire du CCR Sud-Ouest auquel le dommage est imputable. Toute limitation de responsabilité des CCR peut être établie dans le CS spécifique et pertinent.
5. La responsabilité directe du CCR Sud-Ouest envers les tiers est fondée sur le droit national, en particulier sur le droit de la responsabilité délictuelle. Le régime de responsabilité spécifique dépend donc du droit national applicable, généralement déterminé en fonction du siège du CCR Sud-Ouest à l'origine du dommage ou du lieu de survenance du dommage. En tout état de cause, il n'est généralement pas possible de limiter la responsabilité délictuelle envers des tiers.
6. Si le CCR Sud-Ouest est exposé à une réclamation de tiers lorsqu'une autre partie a contribué au dommage, les modalités contractuelles détermineront la part imputable à cette partie.
7. Sur la base d'une estimation de l'exposition au risque du CCR Sud-Ouest, les mesures suivantes sont prises pour couvrir la responsabilité liée à l'exécution des tâches du CCR Sud-Ouest :
 - a) limitation de la responsabilité du CCR Sud-Ouest concerné pour les cas à déterminer dans le cadre des CS ; et
 - b) une couverture d'assurance appropriée contre les pertes et les dommages stipulée par le CCR Sud-Ouest (si disponible) afin de couvrir les cas de responsabilité dans le cadre des CS avec leurs clients respectifs (GRT ou d'autres CCR) et une couverture d'assurance afin de couvrir la responsabilité du CCR envers les tiers.
8. Le CCR Sud-Ouest n'est pas responsable des événements catastrophiques qui pourraient entraîner des pannes de courant à l'échelle de la RER Sud-Ouest lorsqu'ils sont le résultat d'un cas de force majeure. Le CCR invoquant un événement de force majeure ne peut être tenu pour responsable de tout dommage subi, du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de tout ou partie de leurs obligations, lorsque cette inexécution ou mauvaise exécution est causée par un événement de force majeure.

Article 15 Roulement paneuropéen pour le processus de MRC

1. Le CCR Sud-Ouest procédera à la création du MRC dans le cadre d'un processus paneuropéen reposant sur un principe de roulement paneuropéen convenu au niveau de l'ENTSOE. Les principes de ce roulement paneuropéen pour la création du MRC sont les suivants :
 - a) Au moins deux CCR participent au processus paneuropéen de création du MRC.
 - b) Le modèle organisationnel relatif à la participation des CCR au processus de création du MRC repose sur un principe de roulement à une date convenue, avec la création et la fourniture régulières d'un MRC par un CCR principal et un CCR suppléant à tout moment.
 - c) Chaque CCR vérifie la qualité des MRC, conformément à l'article 79, paragraphe 1, du règlement SO et aux dispositions pertinentes incluses dans les règlements CACM et FCA.
 - d) Au moins deux MRI fusionnés seront toujours créés en parallèle pour chaque scénario/échéance/horodatage, un par le CCR principal et un par le CCR suppléant.
 - e) Au cours du processus régulier, un seul MRC fusionné, fourni par le CCR principal, est officiellement considéré comme MRC. Si le CCR principal ne peut pas assurer cette fonction, le MRC fusionné fourni par le CCR suppléant est officiellement considéré comme MRC.
 - f) Toutes les tâches officielles pertinentes conformément à l'article 37, paragraphe 1, du règlement 2019/943 (tant au niveau paneuropéen que régional) utilisent comme donnée d'entrée le modèle de réseau commun fusionné officiellement considéré comme MRC.

Article 16 Roulement paneuropéen pour la CPI

2. Les GRT de la RER Sud-Ouest et le CCR Sud-Ouest participeront à la coordination de la planification des indisponibilités dans le cadre d'un processus paneuropéen reposant sur un principe de roulement paneuropéen convenu au niveau de l'ENTSO-E. Les principes de ce roulement paneuropéen pour la CPI sont les suivants :
 - a) Au moins deux CCR participent au processus paneuropéen de CPI.
 - b) Le modèle organisationnel relatif à la participation des CCR au processus paneuropéen de CPI repose sur un principe de roulement à une date convenue, avec une fusion annuelle et hebdomadaire de la planification individuelle des indisponibilités fournie par les GRT par un CCR principal et un CCR suppléant. Le CCR principal vérifie la qualité de la fusion de la planification individuelle des indisponibilités fournie par les GRT.
 - c) Le modèle organisationnel relatif à la participation des CCR au processus de coordination des actifs pertinents repose sur un principe de roulement, à une date convenue annexée au règlement de la CPI, avec identification et publication de la liste finale des actifs pertinents pour la coordination par un CCR principal et un CCR suppléant.
 - d) Si le CCR principal ne peut pas remplir cette fonction, ce rôle sera assumé par un CCR suppléant.

Article 17 Roulement paneuropéen pour l'ACT

1. Coreso s'acquitte de la réalisation de prévisions concernant l'adéquation du réseau à des échéances allant d'une semaine à au moins un jour au niveau régional et de la préparation des actions de réduction des risques dans un processus paneuropéen, selon un principe de roulement paneuropéen convenu au niveau de l'ENTSO-E. Les principes de ce roulement paneuropéen pour l'ACT sont les suivants :
 - a) Au moins deux CCR participent au processus paneuropéen d'ACT.
 - b) Le modèle organisationnel relatif à la participation des CCR au processus paneuropéen d'ACT repose sur un principe de roulement à une date convenue, une évaluation de l'adéquation interrégionale étant effectuée par un CCR principal et un CCR suppléant afin de mettre en

évidence, au niveau de l'ENTSO-E, les situations où une inadéquation est escomptée. En cas d'inadéquation ou si un GRT le demande, le CCR principal informe le CCR régional compétent pour déclencher le processus régional.

- c) Si le CCR principal ne peut pas remplir cette fonction, ce rôle sera assumé par un CCR suppléant.

Article 18 Langue

1. La langue de référence de cette Proposition de CCR Sud-Ouest est l'anglais. Pour éviter toute ambiguïté, lorsque les GRT doivent traduire ce document dans leur(s) langue(s) nationale(s), en cas d'incohérences entre la version anglaise et toute version dans une autre langue, les GRT concernés fournissent, conformément à la législation nationale, aux autorités de régulation nationales une mise à jour de la traduction de ces dispositions.

Annexe

Annexe I: Statuts de Coreso au 29/03/2022, version originale en français et traduction de courtoisie en anglais